JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

PARAISSANT LE 15 ET LE 30 DE CHAQUE MOIS A CONAKRY

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	FRAIS POSTAUX
1. — Ordinaires un an six mois Guinée 3 000 FG 2 000 FG	Les demandes d'abonnements et annonces doivent être adressées au Directeur de l'Imprimerie Nationale « Patrice-Lumumba » B.P. : 156 — Conakry	Guinée (ordinaires) 10 F.G. Afrique (avion) 15 F.G. Autres pays (avion) 20 F.G.
2. — Par Avion un an six mois Afrique 5 500 FG 4 000 FG Autres pays 7 200 FG 5 600 FG	Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 100 FG	ANNONCES ET AVIS La ligne 300 FG Chaque ligne répétée moitié prix (Il n'est jamais compté moins de 500 FG pour les annonces) Les annonces devront parvenir au plus tard le 7 et 23 de chaque mois.
Prix du n° des années antérieures 150 FG Prix du n° de l'année courante 100 FG	Les abonnements et annonces sont payables d'avance à l'INPL Compte bancaire I.N.P.I., n° 059-018-01-59 BICI-GUI CKRY (R.G.)	

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

Présidence de la République

19 mars	001 PRG-86 — Décret portant fixation et organisation du Ministère des Affaires Religieuses	86
19 mars	002 PRG-86 — Décret portant fixation des attributions et l'organisation du Secrétariat d'Etat auprès du Président de la République chargé de la Sécurité	87
19 mars	003 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du Ministère de l'Equipeement et de l'Urbanisme	87
19 mars	004 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Equipeement et de l'Urbanisme chargé des Travaux publics	88
19 mars	005 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Equipeement et de l'Urbanisme chargé des Transports	88
19 mars	006 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du Ministère délégué auprès du Président de la République chargé de l'Information et de la Culture	89
19 mars	007 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du Ministère des Ressources Naturelles, de l'Energie et de l'Environnement	89
19 mars	008 PRG-86 — Décret fixant les attributions et l'organisation du Secrétariat d'Etat du Ministère des Ressources Naturelles, de l'Energie et de l'Environnement chargé des Eaux et Forêts	90

7 mars	72 PRG-86 — Ordonnance portant définition des organisations non gouvernementales (O.N.G.)	91
12 mars	73 PRG-86 — Ordonnance portant ratification et promulgation de l'accord de crédit du 27 février 1986 avec l'IDA	92
12 mars	74 PRG-86 — Ordonnance portant ratification et promulgation de l'accord de crédit du 27 février 1986	92

Ministère des Ressources Humaines de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises

13 févr	850 MRHIPME — Arrêté autorisant Monsieur Alsény Cissé à installer une entreprise de pêche artisanale à Conakry	92
13 févr	851 MRHIPME — Arrêté autorisant la société guinéenne de construction et de menuiserie à s'installer en République de Guinée	92
13 févr	852 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Adama et amis à s'installer un pressing à Conakry	92
13 févr	854 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Mohamed Lamine Soumah à installer un complexe agro-industriel en République de Guinée	92
13 févr	855 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant la société guinéenne d'électricité à installer son siège social à Conakry	92
13 févr	857 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant la société guinéenne SICOBO, à s'installer en République de Guinée	92
13 févr	858 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Abdoul à installer un complexe industriel à Conakry	92
13 févr	859 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Ismaël Youla à installer une entreprise de nettoyage des locaux	93
14 févr	887 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Madame Christine Bangoura, à installer un salon de mode à Conakry	94

19 févr	967 MRHIPM-ONPPME — Arrêté autorisant la société guinéenne d'aménagement et de développement à s'installer en Guinée	94
17 févr	937 MRHIPM-ONPPME — Arrêté autorisant la société d'eaux minérales de Guinée à exercer ses activités en République de Guinée	94
25 févr	1050 MRHIPM-ONPPME — Arrêté autorisant autorisant la société anonyme dénommée SOPRING-SA à s'installer en République de Guinée	94
25 févr	1051 MRHIPM-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Fodé Mamoudou Diané, à installer une entreprise en République de Guinée	94
25 févr	1052 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Madame Benha Arodad, à installer une fabrique de jus à Conakry	94
25 févr	1053 MRHIPME-ONPPME — Arrêté la Société Industrielle de menuiserie Aluminium à s'installer en République de Guinée	94
25 févr	1069 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Alpha Ibrahima Barry à installer un atelier de maintenance et de réparation de tout matériel de froid à Conakry	94
25 févr	1070 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Ibrahima Bah, à installer un studio-laboratoire de photographie à Conakry	95
25 févr	1080 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Sékou Keita à installer une briqueterie moderne à Faranah	95
26 févr	1081 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant la société IMPRIMA, à s'installer à Conakry	95
27 févr	1090 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Sékou Jabaté à implanter et à exploiter une société de pêche industrielle en République de Guinée	93
27 févr	1091 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant la société DAKIN-GUINEE, à implanter et à exploiter un complexe de production de savon	93
27 févr	1093 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Sory Sagno, à installer une entreprise d'électricité en Guinée	93
27 févr	1094 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Aboubacar Demba Touré, à installer une entreprise de transport en République de Guinée	93
27 févr	1097 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant Monsieur Jean Cornut à installer un salon de coiffure mixte à Conakry	93
1 ^{er} mars	1115 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant la société industrielle et commerciale du Kaloum à s'installer en République de Guinée	93
1 ^{er} mars	1116 MRHIPME-ONPPME — Arrêté autorisant la société SOGUICOREG à s'installer en République de Guinée	93

Ministère du Développement Rural

11 févr	835 MDR — Arrêté attribuant à Monsieur Keriakia Camara l'ex-domaine de Jacquard sis de la Préfecture de Coyah	94
10 mars	1220 MDR-DG-OMIAA — Arrêté autorisant Monsieur Jean Grégoire à implanter et à exploiter une fabrique de Yaouns à Conakry	95
10 mars	1221 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant à implanter et à exploiter une ferme d'élevage et maraîchère aux Messieurs cités dans le texte	95
10 mars	1223 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Monsieur Laye Traoré à implanter et à exploiter une ferme avicole à Lambandji	95
10 mars	1224 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Monsieur Alpha Boubacar Barry à implanter et à exploiter une boulangerie à Mamou	95
10 mars	1225 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Monsieur Mamadou Keita à implanter et à exploiter une boulangerie-pâtisserie à Conakry II	95
8 mars	1226 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Monsieur Elhadj Alpha Oumar Diallo à implanter et à exploiter 2 boulangerie-pâtisseries à Conakry	96
5 mars	1228 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Monsieur Youssef Samir à implanter et à exploiter une entreprise de fabrique de boisson-gazeuses à Conakry III	96
5 mars	1229 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Monsieur Youssef Ibrahima Mohamed à implanter et à exploiter une boulangerie-pâtisserie moderne à Conakry III	96

5 mars	1230 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Madame Yousset née Baïoul Soufane à implanter et à exploiter une pâtisserie moderne à Conakry	96
5 mars	1231 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Monsieur Youssef Abdoulatif Mohamed à implanter et à exploiter une boulangerie-pâtisserie moderne à Conakry III	96
10 mars	1234 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Monsieur Mohamed Mansa Camara à implanter et à exploiter un complexe agricole à Kouroussa	96
10 mars	1236 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Monsieur Kabiné Dioubaté à implanter et exploiter une ferme avicole à Smbaya Conakry III	96
10 mars	1237 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant l'implantation et l'exploitation d'une coopérative dénommée AVI-COP à Conakry III	96
10 mars	1238 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Monsieur Eihadj Karamoko Camara à implanter et à exploiter une boulangerie moderne à Kankan	96
10 mars	1239 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Elhadj Moussa Camara à implanter et à exploiter une usine de transformation de lait et de dérivées à Conakry III	97
10 mars	1241 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté autorisant Monsieur Alpha Kabiné Cissé à implanter et à exploiter une ferme avicole à Conakry III	97
9 mars	1543 MDR-DG-PMI-AA — Arrêté attribuant à Monsieur Thierno Abdoulaye Barry, le domaine agricole Albert Zaka à Mamou	97

PARTIE NON OFFICIELLE

Données

Actualités

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Decret n° 001/PRG/86 du 19 mars 1986

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 009/PRG/du 18 avril 1984, prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu l'ordonnance n° 321/PRG/du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e gouvernement de la 2^e République ;

Vu la déclaration de la politique générale du CMRN présentée par son Président le 22 décembre 1985 ;

Vu l'ordonnance n° 22/PRG/du 23 janvier 1986 portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et du contrôle des services publics ;

DECRETE

Article premier — Le Ministère des Affaires Religieuses a pour mission :

— D'élaborer et de mettre en œuvre la politique du gouvernement dans le domaine des Affaires religieuses ;

— De coordonner et d'impulser les activités religieuses sur le territoire national ;

— De veiller à la parfaite éducation religieuse des citoyens guinéens et de leur information exacte dans ce domaine ;

— D'encourager et d'aider le respect des lois et règlements de la religion ;

— D'assurer le respect de la liberté du culte ;

— De favoriser et de soutenir toute action tendant à assurer l'assainissement des religions.

Art. 2 — Pour assurer sa mission le Ministère des Affaires Religieuses dispose :

— D'un Cabinet.

- Des Services rattachés au Cabinet,
- De deux Divisions.

Art. 3 — Les services rattachés au Cabinet sont :

- L'Inspection des Affaires Religieuses,
- La Division des Affaires administratives et financières,
- Le Secrétariat central.

Art. 4 — La Division des Affaires Islamiques est chargée d'aider à la promotion des institutions islamiques et de coordonner les actions d'assistance à ces institutions.

Art. 5 — La Division des Affaires Chrétiennes est chargée d'aider à la promotion des institutions chrétiennes, de protéger et de promouvoir les bonnes relations entre les Eglises de Guinée d'une part, le gouvernement guinéen et les autres Eglises d'autre part.

Art. 6 — Un Arrêté du Ministre des Affaires Religieuses fixera les attributions et l'organisation des services rattachés et des divisions.

Art. 7 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 8 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 19 mars 1986

LE GENERAL LANSANA CONTE

★ ★ ★ ★

Décret n° 002/PRG/86 du 19 mars 1986 ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 009/PRG/du 18 avril 1984, prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu l'ordonnance n° 321/PRG/du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e gouvernement de la 2^e République ;

Vu la déclaration de la politique générale du CMRN présentée par son Président le 22 décembre 1985 ;

Vu l'ordonnance n° 22/PRG/du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et du contrôle des services publics ;

DECRETE

Article premier — Le Secrétariat d'Etat à la Sécurité, sous l'autorité du Président de la République, est chargé de toutes les affaires se rapportant au maintien de l'ordre, à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat. A ce titre, il veille, en particulier sur :

- La sécurité publique ;
- La surveillance du territoire ;
- La circulation intérieure et transfrontalière des personnes ;
- La délivrance de la Carte d'identité nationale, du Passeport, des Visas d'entrée et de sortie, de permis de séjour, et procède à des interdictions de séjour, d'expulsion des étrangers et d'assignation à résidence,
- Le recrutement, la gestion et la formation des personnels spécialisés du Secrétariat d'Etat,
- Le renforcement de la police de stupéfiants, des drogues et des mœurs.

Art. 2 — Pour assurer sa mission, le Secrétariat d'Etat à la Sécurité comporte :

- Un Cabinet,
- Des Services rattachés au Cabinet,
- Une Direction générale de la Sûreté nationale,
- Une Direction générale de la Garde Républicaine.

Art. 3 — Les Services rattachés au Cabinet sont :

- L'Inspection générale des Services de police et de la Garde républicaine,

- La Division des Affaires administratives et financières,
- La Compagnie mobile d'intervention et de sécurité,
- Le Secrétariat central.

Art. 4 — La Direction générale de la Sûreté nationale comprend trois Directions :

- La Direction de la Sécurité publique ;
- La Direction de la police judiciaire ;
- La Direction de la Sécurité routière ;
- La Direction de la police de l'air et des frontières ;

et une Division :

- La Division de la police scientifique.

Art. 5 — Le Secrétariat d'Etat à la Sécurité a sous sa tutelle les Ecoles nationales de Police et de la Garde Républicaine.

Art. 6 — Un Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Sécurité fixera les attributions et l'organisation des services rattachés au Cabinet, de la Direction générale de la Sûreté nationale et de la Direction générale de la Garde Républicaine.

Art. 7 — Un décret pris en Conseil des ministres fixera les régimes de la scolarité et le fonctionnement des Ecoles de Police et de la Garde Républicaine.

Art. 8 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 9 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République.

Conakry, le 19 mars 1986

LE GENERAL LANSANA CONTE

★ ★ ★ ★

Décret n° 003/PRG/86 du 19 mars 1986 ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 009/PRG/du 18 avril 1984, prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu l'ordonnance n° 321/PRG/du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e gouvernement de la 2^e République ;

Vu la déclaration de la politique générale du CMRN présentée par son Président le 22 décembre 1985 ;

Vu l'ordonnance n° 22/PRG/du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et du contrôle des services publics ;

DECRETE

Article premier — Le Ministère de l'Equipement et de l'Urbanisme est chargé :

- De concevoir et d'élaborer les politiques d'aménagement du territoire national aux plans de l'équipement, de l'urbanisme, de l'habitat et des communications terrestres, maritimes, fluviales et aériennes ;

- De coordonner et de contrôler les activités de tous les services qui concourent à la mise en œuvre de ces politiques ;

- D'élaborer les législations et réglementations en matière d'aménagement du territoire, de transports, des travaux publics, d'urbanisation, de construction et d'habitat.

- D'apporter toute l'assistance nécessaire aux collectivités locales pour la réalisation de leur infrastructure et de leur habitat ;

- De la réglementation et du contrôle de cette réglementation en matière de professions libérales (transports, architecture, construction et urbanisation) ;

Art. 2 — Pour l'accomplissement de sa mission, le Ministère de l'Equipement et de l'Urbanisme comporte :

- Un Cabinet,
- Des Services rattachés au Cabinet,
- Le Secrétariat Central.

Le ministre a, en outre sous sa tutelle :

- Le Secrétariat d'Etat aux Transports,
- Le Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics.

Art. 3 — Les services rattachés au Cabinet sont :

- L'Inspection générale ;
- La Division des Affaires administratives et financières ;
- Le Secrétariat central.

Art. 4 — Le Secrétariat général sous l'autorité du ministre, est chargé de la mise en œuvre de la politique du Ministère au sein des directions techniques.

Art. 5 — Le Secrétariat général comprend :

— La Direction générale de l'Aménagement du territoire et de l'urbanisme,

— La Direction générale de l'Architecture et de la Construction,

— La Direction générale de l'Aménagement foncier,

— Les Services autonomes.

Art. 6 — Les Services autonomes du Ministère sont :

— L'Office national de Cartographie et de Topographie (OCATO),

— L'Institut d'Etudes des Soils et des Equipements,

— Le Bureau d'Etudes et de Modernisation (BEMO),

— La Société de Logements à Prix modérés (SOLOPRIMO),

— Le Crédit Immobilier Nationale (CREMONA),

— La Société de Construction de Bâtiments (SOCOBA).

Art. 7 — Un Arrêté du ministre de l'Equipement et de l'Urbanisme fixera les attributions et l'organisation des services rattachés au Cabinet et des Directions.

Art. 8 — Un décret pris en Conseil des ministres fixera la mission et l'organisation des Secrétariats d'Etat.

Art. 9 — Un décret pris en Conseil des ministres fixera le régime juridique et le fonctionnement des Services.

Art. 10 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 11 — Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 19 mars 1986

LE GENERAL LANSANA CONTE

★ ★ ★ ★

Décret n° 004/PRG/86 du 19 mars 1986 ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 009/PRG/du 18 avril 1984, prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu l'ordonnance n° 321/PRG/ du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e gouvernement de la 2^e République ;

Vu la déclaration de la politique générale du CMRN présentée par son Président le 22 décembre 1985 ;

Vu l'ordonnance n° 22/PRG/du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et du contrôle des services publics ;

DECRETE

Article premier — Le Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics, sous l'autorité du Ministre de l'Equipement et de l'Urbanisme, est chargé :

— de concevoir et de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière d'études, de réalisation, de contrôle et d'entretien des routes, des ouvrages d'art, des ouvrages hydrotechniques et des aérodrômes du pays ;

— d'impulser et de contrôler les activités de différentes entreprises et sociétés de Travaux Publics (privés ou mixtes) opérant en République de Guinée ;

— de mener, en collaboration avec le Ministère du Plan et de la Coopération, des négociations avec les partenaires étrangers pour l'acquisition des moyens financiers et matériels nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Art. 2 — Pour assurer sa mission, le Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics comporte :

- un Cabinet ;
- des Services rattachés au Cabinet ;
- une Direction générale des Travaux Publics ;
- la Direction du Matériel et de l'Equipement ;
- des Services Autonomes.

Art. 3 — Les Services rattachés au Cabinet sont :

- l'Inspection des Travaux Publics ;
- la Division des Affaires administratives et financières ;
- le Bureau d'Etudes et Laboratoire ;
- le Secrétariat central.

Art. 4 — Les Services autonomes du Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics sont notamment :

- l'Office des Projets Routier (O P R)
- le Service de Géodésie et de Topographie.

Art. 5 — Un Arrêté du Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics fixera les attributions et l'organisation des services rattachés et des directions techniques.

Art. 6 — Un décret pris en Conseil des ministres fixera les régimes juridiques et le fonctionnement des services autonomes.

Art. 7 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 8 — Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 19 mars 1986

LE GENERAL LANSANA CONTE

★ ★ ★ ★

Décret n° 005/PRG/86 du 19 mars 1986 ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 009/PRG/du 18 avril 1984, prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu l'ordonnance n° 321/PRG/ du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e gouvernement de la 2^e République ;

Vu la déclaration de la politique générale du CMRN présentée par son Président le 22 décembre 1985 ;

Vu l'ordonnance n° 22/PRG/du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et du contrôle des services publics ;

DECRETE

Article premier — Le Secrétaire d'Etat aux Transports, sous l'autorité du ministre de l'Equipement et de l'Urbanisme, est chargé :

— de la conception et de la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de transport terrestre, aérien, maritime et fluvial ;

— de l'impulsion, de la coordination et du contrôle des programmes et actions de développement des systèmes de transport en Guinée ;

— de mener, en collaboration avec le ministre du Plan et de la Coopération, des négociations avec les partenaires étrangers pour l'acquisition des moyens financiers et matériels nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Art. 2 — Pour assurer sa mission, le Secrétariat d'Etat aux Transports comporte :

- un Cabinet,
- des Services rattachés aux Cabinets,
- une Direction générale des Transports,
- des Services autonomes.

Art. 3 — Les Services rattachés au Cabinet sont :

- l'Inspection des Services de Transports,
- la Division des Affaires administratives et financières,
- le Secrétariat central.

Art. 4 — La Direction générale des Transports comprend :

- la Direction de la gestion et du contrôle automobile ;
- la Direction de la planification et de la formation et trois Divisions :

- la Division des Transports terrestres ;
- la Division des Transports maritimes et fluviaux ;
- la Division des Transports aériens.

Art. 5 — Sont placés sous la tutelle et le contrôle technique du Secrétariat d'Etat aux Transports, les Etablissements publics et Sociétés dont la mission entre dans le cadre de ses attributions.

Art. 6 — Un Arrêté du Secrétaire d'Etat aux Transports fixera les attributions et l'organisation des services rattachés au Cabinet et de la Direction générale des Transports.

Art. 7 — Un décret pris en Conseil des ministres fixera les régimes juridiques et le fonctionnement des services autonomes.

Art. 8 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 9 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 19 mars 1986
LE GENERAL LANSANA CONTE

★ ★ ★ ★

Décret n° 006/PRG/86 du 19 mars 1986 ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 009/PRG/du 18 avril 1984, prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu l'ordonnance n° 321/PRG/ du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e gouvernement de la 2^e République ;

Vu la déclaration de la politique générale du CMRN présentée par son Président le 22 décembre 1985 ;

Vu l'ordonnance n° 22/PRG/du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et du contrôle des services publics ;

DECRETE

Article premier — Le Ministère de l'Information et de la Culture, sous l'autorité du Président de la République, a pour mission, la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans le domaine de l'Information et de la Culture.

Art. 2 — Pour assurer sa mission, le Ministère de l'Information et de la Culture comporte :

- un Cabinet,
- des Services rattachés au Cabinet,
- un Secrétariat général.

Le ministre a, en outre, sous sa tutelle :

- la Commission nationale pour l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (A C C T) ;
- la Commission nationale pour l'ISIESCO ;
- le Bureau guinéen des Droits d'auteurs ;

Art. 3 — Les services rattachés aux Cabinets sont :

- l'Inspection générale ;
- le Bureau d'Etudes, de la planification et de la formation ;
- la Division des Affaires administratives et financières.

Art. 4 — Le Secrétariat général, sous l'autorité du ministre, est chargé de la mise en œuvre de la politique du Ministère au sein des Directions techniques relevant de sa compétence.

A ce titre, le Secrétariat général impulse, coordonne et contrôle les activités au niveau des Directions générales :

- de la Culture ;
- de la Radiodiffusion Guinéenne (R T G) ;
- du Journal d'information HOROYA ;
- de l'Office nationale du Cinéma de Guinée (ONACIG) ;
- de l'Agence Guinéenne de Presse (A G P) ;
- de la Société Guinéenne de Publicité (S G P) ;
- de l'Imprimerie Nationale Patrice Lumumba (I N P L) ;
- de l'Entreprise Nationale d'Importation et de Distribution du Matériel Audio-Visuel (ENIDIA).

Art. 5 — La Direction générale de la Culture est chargée :

- d'élargir les dimensions culturelles de la Guinée à l'intérieur comme à l'extérieur ;
- de développer la politique de coopération culturelle.

Art. 6 — Un Arrêté du ministre de l'Information et de la Culture fixera les attributions des Directions, Divisions et Services du Ministère.

Art. 7 — Un décret pris en Conseil des ministres fixera le régime juridique et le fonctionnement des services et entreprises autonomes.

Art. 8 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 9 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 19 mars 1986
LE GENERAL LANSANA CONTE

★ ★ ★ ★

Décret n° 007/PRG/86 du 19 mars 1986 ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 009/PRG/du 18 avril 1984, prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu l'ordonnance n° 321/PRG/ du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e gouvernement de la 2^e République ;

Vu la déclaration de la politique générale du CMRN présentée par son Président le 22 décembre 1985 ;

Vu l'ordonnance n° 22/PRG/du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et du contrôle des services publics ;

DECRETE

**TITRE PREMIER
MISSION**

Article premier — Le Ministère des Ressources Naturelles, de l'Energie et de l'Environnement est chargé du développement des ressources minérales et énergique de la République de Guinée. Ce faisant, il a la responsabilité d'assurer la protection de la nature par des actions constantes et suivies de surveillance et d'assainissement de l'environnement.

A ce titre, il exerce les attributions suivantes :

- conception et élaboration d'une politique minière, énergétique et de l'environnement au niveau national ;

- recherche et prospection minière sur l'ensemble du territoire national ;
- préparation et mise en œuvre des projets miniers ;
- recherche et négociation de financement extérieur et intérieur en collaboration avec le Ministère du Plan et de la Coopération ;
- tutelle des Services, projets et sociétés d'économie mixte de recherche et d'exploitation minière ;
- réglementation minière et géologique sur l'ensemble du territoire nationale ;
- recensement des sources d'énergies et leur mise en exploitation ;
- contrôle de toutes les activités relevant de sa compétence ;
- formation professionnelle et technique dans le domaine de sa compétence.

TITRE II ORGANISATION

Art. 2 — Pour l'accomplissement de sa mission, le Ministère des Ressources Naturelles, de l'Energie et de l'Environnement comporte :

- un Cabinet,
- des Services rattachés au Cabinet,
- un Secrétariat général,
- des Sociétés autonomes.

Il a, en outre, sous sa tutelle, le Secrétariat d'Etat aux Eaux et Forêts.

Il a sous son autorité :

- la Commission nationale de l'Eau ;
- la Commission nationale de l'Environnement.

Art. 3 — Les Services rattachés au Cabinet sont :

- la Division des Affaires administratives et financières ;
- le Secrétariat central.

Art. 4 — Le Secrétariat général, sous l'autorité du ministre, est chargé de la mise en œuvre de la politique du Ministère au sein des Directions techniques.

Art. 5 — Les Directions techniques du Ministère sont :

- la Direction générale des Mines ;
- la Direction générale de la Géologie ;
- la Direction générale de la Planification et du marketing minier ;
- la Direction générale des Sources d'Energies.

Art. 6 — Les Sociétés relevant de la tutelle du Ministère sont :

- la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) ;
- la Société FRIGUIA ;
- la Société AREDOR - GUINEE ;
- l'Office des Bauxites de Kindia (OBK) ;
- la Société nationale d'Electricité (SNE) ;
- la Société Nationale de Distribution d'Eaux de Guinée (DEG).

Art. 7 — Un Arrêté du ministre des Ressources Naturelles, de l'Energie et de l'Environnement fixera les attributions et l'organisation des services rattachés au Cabinet et des directions techniques.

Art. 8 — Un décret pris en Conseil des ministres fixera la mission et l'organisation du Secrétariat d'Etat aux Eaux et Forêts ainsi que des Commissions nationales.

Art. 9 — Un décret pris en Conseil des ministres fixera le Statut juridique et le fonctionnement des services et sociétés autonomes.

TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 10 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 11 — Le Présent décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel de la République**.

Conakry, le 19 mars 1986

LE LANSANA CONTE

★ ★ ★ ★

Par Décret n° 008/PRG/86 du 19 mars 1986 ;

LE PRESIDENT DE REPUBLIQUE,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'ordonnance n° 009/PRG/du 18 avril 1984, prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

Vu l'ordonnance n° 321/PRG/du 22 décembre 1985, portant nomination des membres du 3^e gouvernement de la 2^e République ;

Vu la déclaration de la politique générale du CMRN présentée par son Président le 22 décembre 1985 ;

Vu l'ordonnance n° 22/PRG/du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et du contrôle des services publics ;

DECRETE

Article premier — Le Secrétaire d'Etat aux Eaux et Forêts sous l'autorité du ministre des Ressources Naturelles, de l'Energie et de l'Environnement, est chargé de la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de :

- protection de la nature et de l'environnement ;
- gestion et aménagement des ressources végétales naturelles,
- conservation et amélioration des sols,
- gestion et mise en valeur des ressources animales sauvages.

Art. 2 — Pour assurer sa mission le Secrétariat d'Etat aux Eaux et Forêts comporte :

- un Cabinet,
- des Services rattachés au Cabinet,
- une Direction générale de la Nature et de l'Environnement,
- des Sociétés autonomes.

Art. 3 — Les services rattachés au Cabinet sont :

- l'Inspection des Eaux et Forêts,
 - Division des Affaires administratives et financières
- Secrétariat central.

Art. 4 — La Direction générale de la Nature et de l'Environnement comprend :

- la Direction des Eaux et Forêts, chasse et pisciculture,
- la Direction de l'hydraulique,
- la Direction de la mécanisation des travaux forestiers,
- la Direction de l'aménagement des Points d'Eau,
- la Direction de l'Exploitation forestière,
- la Direction de l'Environnement.

Art. 5 — Le Secrétariat d'Etat aux Eaux et Forêts a sous sa tutelle :

- La Société Nationale de Commercialisation des Bois, (SOCOBOIS).

Art. 6 — Un Arrêté du Secrétaire d'Etat aux Eaux et Forêts fixera les attributions et l'organisation des services rattachés au Cabinet et de la Direction générale de la Nature et de l'Environnement.

Art. 7 — Un décret pris en Conseil des ministres fixera le régime juridique et le fonctionnement des Sociétés et services autonomes.

Art. 8 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 9 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal Officiel de la République**.

Conakry, le 19 mars 1986
LE GENERAL LANSANA CONTE

Ordonnance n° 072/PRG/86 du 7 mars 1986

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'Armée en date du 3 avril 1984 ;

Vu la proclamation de la 2^e République ;

Vu l'Ordonnance n° 329/PRG/84 du 18 décembre 1984, portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;

ORDONNE

**TITRE PREMIER
DISPOSITION GENERALE**

Article premier — Les organisations non gouvernementales (O.N.G.) sont des associations nationales ou étrangères à but non lucratif et qui contribuent directement ou indirectement à l'amélioration des conditions de vie des collectivités de base. Elles sont tenues dans leurs actions, d'opérer sans discrimination de race, de religion ou de sexe et ne s'autorisent aucune activité à caractère politique.

Art. 2 — Les organisations non gouvernementales (O.N.G.) possèdent la personnalité civile et exercent leurs actions dans les branches de leur choix.

Elles peuvent contracter avec des partenaires publics, étrangers ou nationaux pour la réalisation de leurs objectifs.

Art. 3 — Les O.N.G., qu'elles soient nationales ou étrangères, peuvent constituer entre elles des unions pour la coordination et/ou la gestion de leurs affaires. Les formalités de constitution, les conditions de fonctionnement et les domaines d'activités de ces unions sont les mêmes que ceux prévus pour les O.N.G. Elles peuvent également s'affilier à d'autres O.N.G. ou signer avec elles des accords dans l'esprit de la coopération internationale.

Art. 4 — Pour leurs interventions dans les actions de développement économique et social, les O.N.G. établissent leurs programmes et projets en concertation avec les départements techniques et/ou les collectivités concernés par ces actions, les modalités d'intervention sur le terrain faisant l'objet de contrats d'exécution passés avec les Ministères, les collectivités locales ou les groupements professionnels intéressés. De façon générale mais non exclusive, ces programmes concernent ce qui est généralement entendu sous le terme de MICRO-REALISATION.

Les départements techniques se concertent en temps utiles avec le Ministère du Plan et selon une procédure appropriée pour la mise au point de ces programmes et leur cohérence avec les objectifs nationaux de développement.

**TITRE II
CONSTITUTION — ORGANISATION**

Art. 5 — Pour être constituée aux termes de la présente ordonnance, une O.N.G. guinéenne doit réunir au moins sept membres jouissant de leurs droits civiques. Elle en fait la déclaration par le dépôt de ses statuts au Greffe en précisant l'objet de l'association, sa dénomination, son siège social.

L'O.N.G. étrangère, pour exercer en Guinée ses activités, doit avoir signé une convention d'établissement avec le gouvernement ou son représentant dûment mandaté à cet effet.

Elle jouit des prérogatives reconnues aux O.N.G. nationales et est soumise aux lois et règlement les régissant ainsi qu'aux dispositions de la convention d'établissement.

Art. 6 — Les organes de l'O.N.G. nationale sont :

1 — L'Assemblée générale

a) **Constitutive** : adopte les statuts et le règlement intérieur de l'association, élit le Conseil d'administration et nomme les Commissaires aux Comptes.

b) **Ordinaire** : sanctionne le bilan du Conseil d'administration, adopte les programmes, vote le budget, renouvelle les organes de l'association, statue sur l'exclusion des membres et sur toutes autres questions qui lui sont soumises.

c) **Extraordinaire** : est convoquée en cas de nécessité notamment pour la modification des statuts.

2 — **Le Conseil d'administration** : de cinq membres au moins, est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire et autoriser tous les actes qui ne sont pas réservés à l'Assemblée générale.

— Il établit le règlement intérieur.

— Il prépare et contrôle l'exécution du programme de l'O.N.G.

Il propose les montants des cotisations.

Il assure l'administration et la gestion de l'association et peut à tout moment, se faire rendre compte des actes de toutes personnes y participant.

— Il se réunit au moins une fois par an.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION COMPREND :

— Un Président

— Un Vice-Président

— Un Secrétaire général

— Un Secrétaire général adjoint

— Un Trésorier

— Un Secrétaire aux affaires sociales

— Un Secrétaire à la production

— Deux Commissaires aux comptes.

Les fonctions des membres du Conseil d'administration sont gratuites.

3 — **Les Commissaires aux comptes** : sont chargés de vérifier l'exactitude et la sincérité des comptes à chaque session de l'Assemblée générale. Ils peuvent à tout moment opérer les vérifications ou contrôles qu'ils jugent opportuns et nul n'a le droit d'y faire obstacle.

Art. 7 — Les O.N.G. peuvent recruter, sélectionner, former et gérer, selon leurs critères propres et les exigences particulières de chaque poste, les ressources humaines dont elles ont besoin pour la réalisation de leurs programmes.

Toutefois, il ne sera fait appel à des recrutements de travailleurs étrangers qu'à défaut de compétence similaire en République de Guinée.

**TITRE III
PRIVILEGES ET GARANTIES**

Art. 8 — La République de Guinée accorde aux O.N.G. nationales ou étrangères établies en Guinée, l'exemption :

1 — Des taxes relatives à l'enregistrement pour les locations, les achats et acquisitions d'immeubles ou de terrains dans le cadre de leurs activités.

a) Sur les véhicules, équipements et fournitures de toutes nature destinées à la réalisation des programmes des O.N.G.

b) Sur les effets personnels des coopérants étrangers engagés par les O.N.G.

Les O.N.G. bénéficiaires d'avantages fiscaux s'engagent à se conformer à la législation en la matière notamment lors de la cession des biens acquis hors taxes.

Art. 9 — L'O.N.G. est garantie dans ses biens et avoirs et notamment contre toute menace d'expropriation ou de nationalisation.

Toutefois, pour cause d'utilité publique légalement constatée, de telle mesure peuvent être prises à condition cependant qu'elles ne soient pas discriminatoires ou contraires à un engagement spécifique de l'Etat guinéen et sous réserve du versement d'une juste et adéquate indemnité déterminée selon les règles et pratiques habituelles du droit international.

**TITRE IV
RESSOURCES**

Art. 10 — Les ressources des O.N.G. nationales se composent :

1 — Des cotisations de leurs adhérents,

- 2 — Des dons et legs,
- 3 — Des subventions,
- 4 — De toute autre source licite.

Les O.N.G. sont seules responsables sur l'ensemble de leurs ressources, des engagements qu'elles contractent.

Art. 11 — Les O.N.G. guinéennes ont la faculté de recevoir et de gérer des ressources d'aide extérieure.

TITRE V DISSOLUTION

Art. 12 — En cas de dissolution, les biens et avoirs des O.N.G. guinéennes après liquidation du passif reviennent de droit à l'Etat guinéen qui décide de leur affectation en faveur de programme de développement ou d'organisations humanitaires.

Le cas des O.N.G. étrangères est réglé conformément aux dispositions de la convention d'établissement.

TITRE VI DISPOSITION D'APPLICATION

Art. 13 — Toutes dispositions antérieures et contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

Art. 14 — Les Ministères compétents sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente ordonnance qui sera enregistrée et publiée au **Journal Officiel** de la République.

Conakry, le 7 mar 1986

LE GENERAL LANSANA CONTE

★ ★ ★ ★

Par ordonnance n° 073/PRG/86 du 11 mars 1986, est ratifié et promulgué l'accord de crédit n° 1659 - GUI (Ajustement Structurel), signé le 27 février 1986, entre la République de Guinée et l'Association Internationale de Développement (I.D.A.).

★ ★ ★ ★

Par ordonnance n° 074/PRG/86 du 11 mars 1986, est ratifié et promulgué l'accord de crédit n° A 11-GUI (Crédit à l'ajustement structurel), signé le 27 février 1986 entre la République de Guinée et l'Association Internationale de Développement (I.D.A.) en tant qu'administrateur du fonds spécial pour l'Afrique (S.F.A.).

MINISTERE DES RESSOURCES HUMAINES DE L'INDUSTRIE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Par arrêté n° 850 MRHIP - ME - ONPME du 13 février 1986, Monsieur Alsény Cissé demeurant au quartier Tanènè Conakry III est autorisé à installer une Entreprise de pêche Artisanale à Conakry.

L'entreprise sera soumise en matière d'importation d'impôts et taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six mois (6) au cas où l'entreprise n'aurait pas fourni des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 851 MRHIP - ME - ONPME du 13 février 1986, la Société à responsabilité limitée dénommée Société Guinéenne de Construction et de Menuiserie (SGCM) est autorisée à s'installer en République de Guinée.

Son siège social est fixé à Conakry.

La Société SGCM a pour objet la construction de bâtiments et la Menuiserie Industrielle.

La Société SGCM sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de 12 (douze) mois au cas où la Société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le Présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 852 MRHIPME - ONPME du 13 février 1986, Monsieur Adama Conté et amis demeurant au quartier Tahouyah, Conakry 2, sont autorisés à installer un pressing dénommée « Koné Pressing Corporation » « K.P.C. » à Conakry.

Le Pressing sera soumis en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze mois (12) au cas où l'entreprise n'aurait pas fourni des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 854 MRHIPME - ONPME du 13 février 1986, Monsieur Mohamed Lamine Soumah est autorisé à installer un complexe Agro-Industriel en République de Guinée.

Le Complexe sera soumis en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée

Cette autorisation sera annulée dans un délai de huit mois (8) au cas où l'intéressé n'aurait pas fourni des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 855 MRHIPME - ONPME du 13 février 1986, La Société à responsabilité limitée dénommée Comptoir Guinéen d'Electricité (SOGUILEC) est autorisée à s'installer en République de Guinée son siège social est fixé à Conakry.

La société SOGUILEC a pour objet l'électricité générale. La société sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze mois (12) au cas où la société n'aurait pas fourni des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 857 MRHIPME - ONPME du 13 février 1986, La société anonyme au capital de 15.000.000 FG dénommée « SICOBO » (société industrielle de boissons) est autorisée à s'installer en République de Guinée ; son siège social est fixé à Conakry.

La « SICOBO » a pour objet la fabrication, le conditionnement des jus de fruits et boissons de toutes natures (vin-alcool) et toutes opérations industrielles et commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

La SICOBO sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze mois (12) au cas où l'entreprise n'aurait pas fourni des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 858 MRHIPME - OPME du 13 février 1986, Monsieur Abdoul Ghanv Micky Mumer domicilié au quartier

Mafanco-mosquée BP. 173 Conakry est autorisé à installer un complexe industriel à Conakry.

Le complexe industriel a pour objet la fabrique de serviettes, de toilettes hygiénique, de compresses-bandes, de papiers hygiénique et de Kleneex.

Le complexe sera soumis en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de Huit mois (8) au cas où l'entreprise n'aurait pas fourni des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 859 MRHIPME - ONPME du 13 février 1986, Monsieur Ismaël Youla demeurant au quartier Sans Fil 3^e Sous/Préfecture Conakry I est autorisé à installer une Entreprise de Nettoyage des locaux, de protection contre l'incendie, d'entretien et de renovation des locaux et d'appareillages domestiques.

L'Entreprise sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six mois (6) au cas où l'entreprise n'aurait pas fourni des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1090 MRHI PME-ONPPME du 27 février 1986, Monsieur Sékou A Jabater, commerçant import-Export quartier Cité de l'Air, est autorisé à implanter et à exploiter une société de pêche industrielle dénommée = MIRIA-Guinée-S.A.R.L.

La société importera sans règlement financier les équipements nécessaires à son bon fonctionnement.

La société sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de 10 (dix) mois au cas où la société n'aurait pas apporté des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à partir de sa date de signature.

Par arrêté n° 1091 MRHIPME — ONPPME du 27 février 1986, la société DAKIN-Guinée au capital social de 6.000.000 FG est autorisée à implanter et à exploiter en République de Guinée un complexe de production de savon (lessive, toilette) et de beurre.

Son siège social est fixé à Madina-Marché Conakry III.

La société sera soumise en matière d'importation d'impôts et taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la société n'aurait pas apporté des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1093 MRHIPME — ONPPME du 27 février 1986, M^r Sory Sacko, est autorisé à installer une entreprise d'électricité dénommée « ELIG » (ELECTRICITE INDUSTRIELLE DE GUINEE).

L'entreprise « ELIG » a pour objet : l'étude, la réalisation et la maintenance de toutes installations, matériels et appareils électriques.

L'entreprise sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1094 MRHI-PME-ONPME du 27 février 1986, Monsieur Aboubacar Demba Touré transporteur résidant au quartier Nènè Khaly Condetto de la Préfecture de Conakry 3, est autorisé à installer une entreprise de transport dénommée « U.TRANSGUI » (Union de Transport Guinéen) en République de Guinée.

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de son entreprise.

L'entreprise sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où dans un délai de six (6) mois, l'intéressé n'aura pas fourni les preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1097 MRHIPME-ONPPME du 27 février 1986, Monsieur Jean Cornut au quartier Almamy de la 1^{re} S/Préfecture de Conakry I est autorisé à installer un salon de coiffure mixte à Conakry.

Le salon sera soumis en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1115 MRHIPME-ONPPME du 1^{er} mars 1986, la société à responsabilité limitée dénommée « S.I.C.K » (Société Industrielle et Commerciale du Kaloum) est autorisée à s'installer en République de Guinée, son siège est fixé à Conakry I.

La société « S.I.C.K. » a pour objet : la transformation du bois en mobiliers de maisons et bureaux.

La société « S.I.C.K. » sera soumise en matière d'importation, de taxes et d'impôts à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1116 MRHIPME-ONPPME du 1^{er} mars 1986, la Société à responsabilité limitée dénommée « SOGUICOREG » (Société Guinéenne de Construction et de Renovation) au capital de 8 000 000 FG, est autorisée à s'installer en République de Guinée.

Son siège est fixé à Conakry ;

La société a pour objet : la construction, la renovation de bâtiments et la réalisation des travaux de génie civil.

La société sera soumise en matière d'importation d'impôts et taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la société n'aurait pas apportée des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 835 MDR du 11 février 1986, il est attribué à Monsieur Kerfalla Camara l'ex-domaine de « Jacquard » (51 ha) sise dans la Préfecture de Coyah.

La ferme agricole sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n°887 MRHI PME ONPE du 14 février 1986, Madame Christine Bangoura demeurant au quartier Matoto Conakry 3 est autorisée à installer un salon de mode, de couture et une blanchisserie à Conakry ;

Le salon et la blanchisserie seront soumis en matières d'importations d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de 6 mois au cas où l'intéressée n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n°967 MRHIPME-ONP.PME du 19 février 1986 la société à responsabilité limitée dénommée « SO.GA.D. » (société Guinéenne d'aménagement et de développement), est autorisée à s'installer en république de Guinée ; son siège social est fixé à Conakry

La « SOGAD » a pour objet l'ingeneering agricole, alimentaire et tous travaux d'aménagement.

La SOGAD sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de 12 (douze) mois au cas où la société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n°937 MRHIPME-ONPPME du 17 février 1986 la société d'eaux minérales de Guinée SEMG au capital social 8.000.000FG est autorisée à exercer ses activités en République de Guinée.

Son siège social est fixé à Conakry

L'objet de la société est la production et la commercialisation des eaux minérales.

La société sera soumise en matière d'importation d'impôts et taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de douze (12) mois au cas où la société n'aurait pas apporté des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n°1050 MRHIPME-ONPPME du 25 février 1986 la société anonyme dénommée SOPRING- S.A. est autorisée à s'installer en République de Guinée ; son siège est fixé à Conakry.

La société SOPRING a pour objet : la construction, les travaux de génie civil et l'exploitation des carrières.

La société sera soumise, en matière d'importation, d'impôts et taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de 12 (douze) mois au cas où la société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n°1051-MRHIPME-ONPPME du 25 février 1986. Monsieur Fodé Mamoudou Diané demeurant dans la préfecture de Kindia centre, est autorisé à installer une entreprise dénommée, Entreprise Fodé Mamoudou Diané et Frères à Kindia.

L'entreprise a pour objet la construction de bâtiments et de toutes entreprises de maçonnerie.

L'Entreprise sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de huit (8) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1052 MRHIPME — ONPPME du 25 février 1986 Madame Benha Moudad BP 17 Conakry, est autorisée à installer une Fabrique de Jus à Conakry.

La Fabrique sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de huit (8) mois au cas où l'intéressée n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1053 MRHIPME — ONPPME du 25 février 1986, la société à responsabilité limitée au capital social de 8.000.000 de F.G dénommée « SIMALU - GUINEE » (Société industrielle de menuiserie aluminium) est autorisée à s'installer en République de Guinée ; son siège social est fixé à Conakry.

La SIMALU - GUINEE a pour objet la fabrication des produits en Aluminium, la menuiserie métallique et la fabrication de meubles pour tous travaux de bâtiments.

La SIMALU - GUINEE sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de 12 (douze) mois au cas où la société n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1069 MRHIPME — ONPPME du 25 février 1986, M^r Alpha Ibrahim Barry, demeurant au quartier Taouyah 8° S/Préfecture est autorisé à installer un atelier de maintenance et de réparation de tout matériel de froid à Conakry.

L'atelier sera soumis en matière d'importation d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas apporté des preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1070 MRHIPME — ONPPME du 25 février 1986, Mr Ibrahima Bah photographe - reporter au quartier Tanéné 9^{es}/P Conakry III autorisé à installer un studio-Laboratoire de photographie.

L'Entreprise sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas fourni de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1080 MRHI PME - ONPPME du 26 février 1986, Mr Sékou Kelta demeurant dans la préfecture de Faranah Centre, est autorisé à installer une Briqueterie Moderne à Faranah.

La briqueterie sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1081 MRHI PME-ONPPME du 26 février 1986, la Société à responsabilité limitée dénommée « IMPRIMA » est autorisée à s'installer en République de Guinée, son siège est fixé à Conakry.

La Société Imprima a pour objet ; les travaux d'impression, de relieure, de reprographie et toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant directement ou indirectement à l'objet social.

La Société Imprima sera soumise en matière d'importation, d'impôts et de taxes à la réglementation en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée dans un délai de six (6) mois au cas où l'intéressé n'aurait pas apporté de preuves suffisantes de son début d'investissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Par arrêté n° 1220 MR-DG-PMIAA du 10 mars 1986, Monsieur Jean Grégoire est autorisé à implanter et à exploiter une fabrique de Yaourts d'une unité de reconstitution de lait dans la Préfecture de Conakry II.

L'intéressé importera sans règlement financier des équipements nécessaires au bon fonctionnement de l'unité.

L'unité sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée en cas où l'unité n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté ;

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1221 MDR-DG-PMI-AA du 10 mars 1986, Messieurs Philippe et Yves Vaneeckhout sont autorisés à implanter et à exploiter une ferme d'élevage et maraîchère intégrée dans la Préfecture de Conakry III.

Les intéressés importeront sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la ferme.

La ferme sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où la ferme n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté ;

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1223 MDR-DG-PMI-AA du 10 mars 1986, Monsieur Laye Traoré est autorisé à implanter et à exploiter une ferme avicole intégrée à Lambandji, 8^e sous-préfecture de Conakry II.

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la ferme.

La ferme sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où la ferme n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1224 MDR-DG-PMI-AA du 10 mars 1986, Monsieur Alpha Boubacar Barry est autorisé à implanter et à exploiter une Boulangerie dans la Préfecture de Mamou.

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la boulangerie.

La boulangerie sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où la boulangerie n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1225 MDR-DG-PMI-AA du 10 mars 1986, Monsieur Mamiadou Kelta est autorisé à implanter et à exploiter une boulangerie-pâtisserie dans la Préfecture de Conakry II.

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la boulangerie-pâtisserie.

La boulangerie-pâtisserie sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où la boulangerie-pâtisserie n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1226 MDR-DG-PMI-AA du 8 février 1986. Monsieur El Hadj Alpha Oumar Diallo est autorisé à implanter et à exploiter deux (2) boulangeries-pâtisseries, l'une dans la Préfecture de Conakry, l'autre dans la Préfecture de Labé ;

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement des boulangeries-pâtisseries ;

Les boulangeries seront soumises en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée ;

Cette autorisation sera annulée au cas où les boulangeries n'auront pas été réalisées dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté ;

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1228 MDR-DG-PMI-AA du 5 mars 1986, Monsieur Youssef Samir est autorisé à implanter et à exploiter une Entreprise de fabrication de boissons gazeuses « Hafia Soda » à Matam-Centre 7^e sous-préfecture de Conakry III.

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de cette Entreprise.

Cette entreprise sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où l'entreprise n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1229 MDR-DG-PMI-AA du 5 mars 1986, Monsieur Youssef Ibrahima Mohamed est autorisé à implanter et à exploiter une Boulangerie-Pâtisserie Moderne à Coléah-Cité 5^e sous-préfecture de Conakry III.

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de cette entreprise.

Cette entreprise sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où l'entreprise n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1230 MDR-DG-PMI-AA du 5 mars 1986, Madame Youssef née Batoul Soufane est autorisée à implanter et à exploiter une pâtisserie moderne dans la Préfecture de Conakry I.

L'intéressée importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la pâtisserie.

La pâtisserie sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où la pâtisserie n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1231 MDR-DG-PMI-AA du 5 mars 1986, Monsieur Youssef Abdoulatif Mohamed est autorisé à implanter et à exploiter une Boulangerie-pâtisserie moderne à Madina Poste 5^e sous-préfecture de Conakry III.

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de sa boulangerie-pâtisserie.

La boulangerie-pâtisserie sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où l'intéressé n'aura pas réalisé son Unité dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1234 MDR-DG-PMI-AA du 10 mars 1986, Monsieur Mohamed Mansa Camara est autorisé à implanter et à exploiter un complexe agricole (plantation, ferme avicole, riziculture) dans la Préfecture de Kouroussa.

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement du complexe.

Le complexe sera soumis en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où le complexe n'aura pas été réalisé dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1236 MDR-DG-PMI-AA du 10 mars 1986, Monsieur Kabiné Dioubaté est autorisé à implanter et à exploiter une ferme avicole à Simbaya dans la préfecture de Conakry III.

L'intéressé importera sans règlement financier tous les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la ferme.

La ferme sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où la ferme n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1237 MDR-DG-PMI-AA du 10 mars 1986, il est autorisé l'implantation et l'exploitation d'une coopérative dénommée « AVICOP » dans la Préfecture de Conakry III.

La Coopérative importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la ferme.

La Coopérative sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où la Coopérative n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1238 MDR-DG-PMI-AA du 10 mars 1986, Monsieur El Hadj Karamoko Camara est autorisé à implanter et à exploiter une Boulangerie Moderne dans la sous-préfecture centrale de Kankan II (Préfecture de Kankan) ;

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la Boulangerie ;

La boulangerie sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où la Boulangerie n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1239 MDR-DG-PMI-AA du 10 mars 1986. Monsieur El Hadj Moussa Camara est autorisé à implanter et à exploiter une usine de transformation de lait et des dérivées dans la préfecture de Conakry III.

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de l'usine.

L'usine sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où l'usine n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1241 MDR-DG-PMI-AA du 10 mars 1986, Monsieur Alpha Kabiné Cissé est autorisé à implanter et à exploiter une ferme avicole dans la préfecture de Conakry II.

L'intéressé importera sans règlement financier les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la ferme.

La ferme sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Cette autorisation sera annulée au cas où la ferme n'aura pas été réalisée dans les dix (10) mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

Par arrêté n° 1543 MDR-CAB du 9 mars 1986, il est attribué à Monsieur Thierno Abdoulaye Barry le domaine avicole Albert Zaka (15 ha) sis dans la préfecture de Mamou.

La ferme agricole sera soumise en matière d'impôts et taxes aux lois et règlements en vigueur en République de Guinée.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

PARTIE NON OFFICIELLE

Par arrêté n° 15051/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Monsieur Saldou Dabo, architecte demeurant au quartier Cameroun Conakry II, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 16 du lot 14 ter du plan cadastral de Kipé Conakry II, d'une contenance de 1.235 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent arrêté.

3. — Implantation du bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entrainera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au domaine de l'Etat Guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15052/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Madame Fatoumata Barry, Technicienne supérieure de Labo demeurant au quartier Kipé Conakry II, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 5 du lot 14 ter du Plan Cadastral de Kipé Conakry II d'une contenance de 1 200 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Par arrêté n° 15053/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Monsieur Bassemba Oumar Barry, ingénieur électricien demeurant au Quartier cité-minière Conakry II, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 7 du lot 14 ter du plan cadastral de Kipé Conakry II d'une contenance de 1 200 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entrainera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15054/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Monsieur Kabiné Dabo, ingénieur des mines demeurant au quartier Dixinn-centre Conakry II, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 18 du lot 14 ter du plan cadastral de Kipé Conakry II d'une contenance de 1 444 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entrainera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15056/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Monsieur Mohamed Ahmadou Camara, demeurant au Quartier Aimamya Conakry I, l'autorisation d'occuper une parcelle de terrain d'une contenance de 1 032 mètres carrés sise à Gbessia-Centre Conakry III.

Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise totale ou partielle pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie.

Le concessionnaire paiera à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.).

Par arrêté n° 15057/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Madame Kadiatou Diallo, ménagère demeurant au Quartier Dabondy Conakry III, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 4 du lot 46 du plan cadastral de Kissosso Conakry III d'une contenance de 500 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au domaine de l'Etat Guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15058/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Monsieur Amadou Cellou Diallo, en service au SEF/PRG Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 15 du lot 37 bis du plan cadastral de Kissosso Conakry III d'une contenance de 400 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la caisse du receveur des domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au domaine de l'Etat Guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

★ ★ ★

Par arrêté n° 15061/MAT du 28 Décembre 1985 il est accordé à Monsieur Lansana Bangoura, Garde républicain en retraite au Quartier Matam-Permanence Conakry III, l'autorisation d'occuper une parcelle de terrain sise à Matam Conakry III d'une contenance de 852 mètres carrés.

Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise totale ou partielle pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie.

Le concessionnaire paiera à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.).

Par arrêté n° 15062/MAT du 28 Décembre 1985 : est et demeure rectifié en ce qui concerne Amadou Sadiou Bah, l'arrêté n° 0753/MAT/85 en date du 16 février 1985.

Il est accordé à Madame Yayé Kadé Barry, Aide-ingénieur géomètre en service à la Topographie à Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 4 du lot 2 du plan cadastral de Kaporé Conakry II d'une contenance de 600 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15063/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Monsieur El Hadj Nounkè Condé, Transporteur demeurant à Kankan, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 15 du lot 44 du plan cadastral de l'Aviation-Nord Conakry III d'une superficie de 1 032 mètres carrés.

Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise totale ou partielle pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie.

Le concessionnaire paiera à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, une redevance fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.).

Par arrêté n° 15064/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Madame Raby Barry, Pharmacienne demeurant à Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 17 du lot 5 du plan cadastral de Nongo II Conakry II d'une contenance de 700 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15066/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Monsieur Alpha Younoussa TOP, payeur au Port Autonome de Conakry, l'autorisation d'occuper une parcelle de terrain sise dans le lot 28 du plan cadastral de Rogbané Conakry II d'une contenance de 253 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de

voierie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, Franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15067/MAT du 28 décembre 1985 est et demeure rapporté l'Arrêté n° 148 en date du 4 Octobre 1929, portant Permis d'habiter au nom de Monsieur Bokary Kabitaye Sylla.

Il est transféré aux héritiers de feu Bakary Kabitaye Sylla à savoir : Momo Sylla et Hadja Mafering Sylla, tous demeurant au Quartier Tumbo Conakry I, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 6 du lot 111 du plan Cadastral de Conakry I d'une contenance de 884 mètres carrés.

Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen et les intéressés s'engagent spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise totale ou partielle pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voierie.

Les concessionnaires paieront à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cent Syllis (7 500 S.).

Par arrêté n° 15068/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Monsieur Camara Sékou Philo, Ambassadeur de la République de Guinée en République de Côte d'Ivoire, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 1 du lot 26 bis du plan cadastral de Kipé Conakry II d'une contenance de 963 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voierie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, Franc et quitte de toutes dettes et charges.

★ ★ ★

Par arrêté n° 15070/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Monsieur Mohamed Bah, transporteur, demeurant au quartier Tougutwondy, Conakry III, l'autorisation d'occuper la partie ouest du terrain formant la parcelle n° 7 du lot 12 du plan cadastral de Madina, Conakry III, d'une contenance de 317 mètres carrés.

Cette autorisation est accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen et l'intéressé s'engage spécialement à n'élever aucune contestation en cas de reprise totale ou partielle pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voierie.

Le concessionnaire paiera à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.)

Par arrêté n° 15070 bis/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Monsieur Bathily Bilaly, Marchand demeurant à Conakry, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 17 du lot 17 du plan cadastral de Simbaya Conakry II d'une contenance de 750 mètres carrés.

Art. 2. — Cette autorisation accordée sans préjudice de droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voierie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1°/ — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2°/ — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3°/ — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Art. 3. — Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, Franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15072/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé Madame Mariama Soumah, S/C Ibrahima Sampil demeurant au Quartier Mafanco Mosquée Conakry III, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 10 du lot unique Usine Boogie, Conakry III d'une contenance de 505 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voierie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, Franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15073/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé Monsieur Abdoulaye Diallo, demeurant au Quartier Hamadalla Conakry II, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 15 du lot 6 du plan cadastral de Kipé 2 Conakry II d'une contenance de 700 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voierie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, Franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15074/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé Madame Aissatou Bah, infirmière demeurant au Quartier Dixit Port Conakry II, l'autorisation d'occuper le terrain formant

parcelle n° 35 bis du lot 84 bis du plan cadastral de Nongo-Sud Conakry II d'une contenance de 610 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

— Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, Franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15075/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Madame Moussoukoro Baldé, demeurant au Quartier Sandervalya Conakry I, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 16 du lot 8 du plan cadastral de Simbaya Conakry II d'une contenance de 600 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, Franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15076/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Monsieur Ibrahim Touré, Comptable demeurant au Quartier Hafia-2 Conakry II, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 14 du lot 1 ter du plan cadastral de Nongo-II (Sud) Conakry II d'une contenance de 681 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, Franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15077/MAT du 28 Décembre 1985 il est accordé à Madame Diaraye Bah, Infirmière d'Etat en service à la Pharmaguinée, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 3 du lot 29 du plan cadastral de Kipé-II Conakry II d'une contenance de 856 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

2. — Nettoyage et clôture de la parcelle, six mois après la signature du présent Arrêté.

3. — Implantation du Bâtiment dès la première année, le délai maximum de mise en valeur définitive étant fixé à 3 ans.

Le non respect d'une des conditions énumérées ci-dessus entraînera la déchéance de plein droit et le terrain fera retour au Domaine de l'Etat Guinéen, Franc et quitte de toutes dettes et charges.

Par arrêté n° 15078/MAT du 28 décembre 1985 il est accordé à Madame Hadiatou Sow, Comptable en service à la Pharmaguinée, demeurant au Quartier Camayenne Centre Conakry II, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 11 du lot 92 du plan cadastral de Kipé-II Conakry II d'une contenance de 600 mètres carrés.

Cette autorisation accordée sans préjudice des droits de reprise de l'Etat Guinéen pour cause d'aménagement d'urbanisme ou de voirie, reste soumise aux clauses et conditions déterminées ci-dessous :

1. — Paiement à la Caisse du Receveur des Domaines à Conakry, d'une redevance forfaitaire fixe d'un montant de : Sept Mille Cinq Cents Syllis (7 500 S.) dans les 3 mois de l'échéance.

ANNONCES LEGALES

Acte de dépôt n° 241 — G du 3 juin 1985

Tribunal de Première Instance de Conakry I

L'an mille neuf cent quatre vingt cinq

Et le trois juin

Par devant nous Maître Tidiane Bary, Greffier en Chef, près le Tribunal de Première Instance de Conakry I (République de Guinée) y demeurant en cette ville soussigné

A comparu

1. Monsieur Fodé Mamadou Diané, Conducteur d'Engin, domicilié au quartier Gangan Kindia ;

2. Ousmane Camara, Menuisier, domicilié au quartier Tafory, Préfecture de Kindia ;

3. Ballay Soumah, Ingénieur Commercial, domicilié à Tafory Préfecture de Kindia ;

Lesquels ont, par ces présentes établi ainsi qu'il suit, les statuts d'une Société à responsabilité limitée qui va exister entre eux, et, éventuellement, tout autres personnes ou sociétés pouvant entrer dans ladite société, par suite de cessions de parts ou création de parts nouvelles, avec apports correspondants suivants actes à intervenir alors,

Lequel acte a été déposé entre nos mains pour être classé au rang des minutes de ce Greffe, afin qu'il soit délivré tout extraits et expédition quand et à qui il appartiendra ; laquelle pièce après avoir été certifiée sincère et véritable par le comparant et après le Greffier soussigné ;

Lequel dépôt le comparant a requis acte et il a signé avec nous après lecture.